

Recherches sociographiques



Philippe SYLVAIN et Nive VOISINE, *Histoire du catholicisme québécois. Le XVIIIe siècle, t. 2, Réveil et consolidation (1840-1898)*

Serge Gagnon

Volume 34, numéro 1, 1993

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056746ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056746ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Gagnon, S. (1993). Compte rendu de [Philippe SYLVAIN et Nive VOISINE, *Histoire du catholicisme québécois. Le XVIIIe siècle, t. 2, Réveil et consolidation (1840-1898)*]. *Recherches sociographiques*, 34(1), 143–146.
<https://doi.org/10.7202/056746ar>

Philippe SYLVAIN et Nive VOISINE, *Histoire du catholicisme québécois. Les XVIII^e et XIX^e siècles*, t. 2, *Réveil et consolidation (1840-1898)*, Boréal, 1991.

Il y a deux livres dans un. Je parlerai de chacun comme d'une entité distincte.

On ne sait trop pourquoi, Philippe Sylvain n'a pas suivi le plan retenu par l'équipe. L'historien de l'ultramontanisme offre plutôt une version définitive de son itinéraire de carrière : ses travaux personnels, ceux de ses meilleurs étudiants font revivre le milieu du XIX^e siècle. Il y est à peu près exclusivement question des élites, à l'exception des études socioreligieuses de René HARDY sur la ville de Québec. Le genre biographique domine de grandes sections de cette première partie. Jamais le *Dictionnaire biographique du Canada* n'aura été aussi utile. Maniant la période avec une habileté athlétique, le professeur Sylvain nous entraîne dans un récit rédigé avec vigueur, et quelquefois avec passion, celui des grandes joutes oratoires que se livrèrent, après l'échec de l'aventure patriote, les tenants de « l'ordre » et leurs opposants de la modernité libérale. Monseigneur Bourget perd du panache, Pie IX aussi (p. 112-113), cependant que la brillante jeunesse de l'Institut canadien de Montréal acquiert de la renommée. Dans cette analyse de la culture élitiste, la célèbre « querelle des classiques païens et chrétiens » qui avait inspiré à l'auteur un article paru à la fin des années 1940, retrouve ici toute sa pertinence à côté d'une limpide synthèse de la question universitaire.

Le discours d'entrée en matière met en scène un des pionniers du populisme religieux : l'évêque de Nancy et de Toul, Forbin-Janson. Ses prédications de retraite sont-elles la bougie d'allumage d'un « réveil [...] tant attendu » qui « éclatera » comme une bombe à retardement, au début de l'Union ? L'Église va-t-elle « regagner le terrain perdu », comme l'annonce l'Avant-propos ? La question n'est pas réglée. Pour un Louis ROUSSEAU qui souscrit à la thèse du « réveil », il se trouve plusieurs objecteurs. René HARDY partage avec d'autres l'idée que l'Église québécoise vit alors, à un rythme accéléré, un processus séculaire d'acculturation religieuse, de sorte qu'il ne s'agirait pas d'une reconquête, mais du moment le plus dense d'une lente christianisation des masses populaires. La croissance des vocations sacerdotales, au cours des années 1830, servirait à la fois de révélateur et d'accélérateur de la montée de ferveur. La venue des communautés religieuses françaises, au commencement des années 1840, s'ajouterait au carburant initial.

La prolifération des communautés est un trait nouveau du christianisme à l'époque *canadienne*. Ayant assimilé la nouvelle pensée historique des Claude LANGLOIS et Odile ARNOLD, l'historien exprime sa sympathie pour les nombreuses communautés féminines œuvrant dans la misère noire sous la gouverne autoritaire d'un épiscopat insensible à leurs difficultés (p. 47-51).

Les travaux de Huguette LAPOINTE-ROY trouvent naturellement leur place dans l'étude de la mission caritative de l'Église. L'auteur reprend l'interprétation suivant laquelle l'État aurait alors manqué de servir la justice distributive. Je me demande si cette singulière interprétation n'est pas un anachronisme fabriqué par les artisans de la Révolution tranquille, époque au cours de laquelle s'épanouit la providence provinciale, précédée par la providence fédérale (pensions de vieillesse, assurance chômage, allocations familiales) au cours des années 1920-1950. Au XIX^e siècle, la bourgeoisie, maîtresse de l'appareil politique, n'a pas songé à instituer des prélèvements fiscaux qu'elle aurait été la seule à consentir, les classes moyennes et la social-démocratie étant des composantes des sociétés industrielles avancées. Au reste, la misère scandaleuse est essentiellement urbaine et touche une petite partie de la

société globale, essentiellement rurale. À la campagne, de vieilles solidarités familiales et communautaires suffisent à soulager la pauvreté.

Les grands commerçants de l'Empire marchand du Saint-Laurent, les industriels-politiciens, les décideurs en cet âge de fer et de misère des sociétés industrielles ne se reconnaissent pas d'obligations particulières envers les pauvres. On mise sur l'école — en grande partie financée par les collectivités locales, déjà lourdement taxées, à la campagne, par les pouvoirs ecclésiastique, seigneurial, puis municipal — pour faire la lutte à la pauvreté. L'éducation à l'épargne (p. 53) dans les classes dangereuses constitue un autre moyen de prévenir la misère. À l'occasion, de riches bienfaiteurs choisissent librement de partager leurs actifs avec les démunis (ainsi d'Olivier Berthelet, p. 53-54; de John DONEGANI, p. 76). Mais l'action collective de la bourgeoisie demeure limitée. L'État bourgeois a pour fonction de réprimer et de punir le crime par l'enfermement et la potence. À la ville, les communautés religieuses constituent la véritable providence de la classe ouvrière. Cette Église est aussi un agent de paix sociale. Monseigneur Bourget le déclare lui-même au gouverneur, nonobstant le fait qu'évêques, prêtres et religieux ont conscience d'exercer la charité conformément à l'esprit évangélique. Exerce-t-on, ce faisant, une fonction extrareligieuse, un rôle « supplétif », comme le prétend l'auteur (p. 125 et aussi 43, 52, 60, 91) ? La fonction dite de suppléance est, à mon sens, une invention « moderne », qui postule une sorte d'espace idéal pour le clergé. Avec une pointe d'humour, Fernand DUMONT a fait remarquer que si l'Église devait occuper une place définie dans la totalité sociale, le rôle des historiens et des sociologues serait simplifié, ou même simpliste. Le savant n'aurait qu'à déterminer si l'Institution est à sa place, occupe trop ou pas assez d'espace. Bref, le concept de suppléance est inadéquat ; il faudrait lui préférer la notion plus souple de médiation (DUMONT, *Le sort de la culture*, p. 65-79).

Espérant que mon directeur de thèse me pardonne cette bienveillante critique, je passe au « livre » de mon codirecteur.

De tous les ouvrages de la collection parus jusqu'à maintenant, la partie rédigée par Nive VOISINE est peut-être la meilleure, compte tenu de l'esprit de l'entreprise. Dans mon compte rendu du volume qui retrace l'histoire du XX^e siècle (*Histoire sociale*), j'avais exprimé des réticences concernant la conception de l'histoire religieuse de Jean HAMELIN et de Nicole GAGNON. Voisine s'explique : « Qu'est-ce que l'Église ? Parler en premier lieu de l'épiscopat, c'est respecter la conception que les catholiques du Québec se font de l'Église [...] qu'est-elle pour eux, sinon une société inégale, hiérarchique, où le clergé occupe une place prépondérante ? » (P. 207.) Dans cette optique, la religion « populaire » est subordonnée à la religion « élitaire » ou « savante ». Ce compromis entre l'ancienne et la nouvelle manière de faire de l'histoire me paraît défendable. Ne nous étonnons point que l'exposé réserve une place d'honneur aux évêques, Taschereau qui déteste « mener des croisades » (p. 222), Laflèche, l'ultramontain à l'« âme de croisé » (p. 226), et tous les autres moins illustres...

Voisine a longuement consulté les archives romaines. Il en a rapporté une moisson de renseignements, depuis les tractations épiscopales canadiennes jusqu'aux portraits statistiques et aux profils moraux des élites religieuses ou des fidèles. À ce mérite exceptionnel, s'ajoutent certaines qualités que j'avais soulignées pour le Hamelin-Gagnon. La synthèse recourt à des procédés pédagogiques simples destinés à faire connaître l'institution. Cette caractéristique me paraît essentielle, étant donné la navrante ignorance des jeunes. J'ignorais, pour ma part, ce qu'était la *terna* (p. 216). Même si j'ai consulté un dictionnaire spécialisé pour savoir ce qu'est le *dicastère*, mes élèves sauront, après avoir lu Voisine, que

l'*ordinaire*, c'est l'évêque diocésain. Ils apprendront aussi ce qu'était un *jubilé*, le *jeûne*, l'*abstinence*, une *indulgence plénière*, des *cas réservés*, etc.

La synthèse déborde généreusement l'analyse des structures organisationnelles de l'Église-institution. Les chapitres sont thématiques: après avoir tracé le profil prosopographique et biographique de l'épiscopat, le clergé fait l'objet d'une étude neuve des ressources pastorales: formation, niveau culturel, répartition spatiale, moralité, spiritualité des prêtres, etc. Le clergé des collèges classiques mérite un exposé centré sur la vie quotidienne du prêtre-enseignant. En attendant la grande synthèse de Guy LAPERRIÈRE, l'aperçu quantitatif sur les communautés fournit d'indispensables repères.

L'histoire de la pastorale paroissiale est menée avec talent: j'ai particulièrement aimé le portrait du curé de campagne (p. 290-294). Dans cette partie comme ailleurs, Voisine met à profit les rapports d'enquêtes effectuées auprès des curés de paroisse; cette documentation fait en sorte que la «nouvelle» histoire de l'Église se trouve aussi bien servie que «l'ancienne». Ainsi, dans le chapitre consacré à l'éducation religieuse, les curés du diocèse de Rimouski sont appelés à témoigner concrètement de la pratique et des résultats de la catéchèse. Les quelques pages sur la prédication font écho à un article que l'auteur a «oublié» de mentionner en bibliographie.

La distinction entre le peuple (les *minores*) qui écoute et le prêtre (les *majores*) qui enseigne permet de deviner les traits d'une religion de la base, faite de modifications et de reconstructions de l'orthodoxie. Pour aborder la religion «populaire», Voisine renvoie aux travaux de Benoît LACROIX et de Jean DU BERGER (sur le diable). L'historien endosse les réticences que ce concept flou a suscitées en Europe. «[...] la religion populaire — la mal nommée — [...] commence tout de même à peine à lever le voile sur le catholicisme vécu [...] Il faut donc être prudent en répondant à la question: comment les chrétiens ordinaires du Québec vivaient-ils leur religion sous l'œil vigilant du clergé?» (P. 327.) Cette observation judicieuse introduit le chapitre consacré aux «pratiques»; j'aurais préféré pratiques *obligatoires*, car le chapitre suivant (les dévotions) traite aussi de pratiques dites libres ou électives. Une fois encore — Sylvain l'avait mentionné — la grande révolution «liguorienne» est signalée. Elle traduit un profond changement dans la pratique de la confession.

Après être descendu vers le peuple, l'exposé remonte aux élites dans les trois derniers chapitres: «L'Église et la politique» (chap. VII) offre une synthèse de déjà lu sur l'influence indue et le Programme catholique. Dans «L'Église, l'éducation et la culture», est confirmée la thèse de l'envahissement de la culture savante. «L'Église et les problèmes de son temps» étudie l'émigration aux États-Unis, la révolution industrielle, l'expansion de l'œkoumène agricole et l'amorce de la grande aventure missionnaire aux quatre coins du globe.

Si j'avais à caractériser brièvement l'ensemble, je dirais que la première partie du livre est une histoire généreusement événementielle centrée sur les grands débats idéologiques. La seconde est un heureux mélange d'histoire institutionnelle et sociale qui permet au lecteur de confronter le normatif et les pratiques effectives.

Ayant fait la critique de tous les ouvrages parus, j'aimerais consigner quelques agacements concernant les habitudes éditoriales du Boréal. Pourquoi n'a-t-on pas gardé l'usage des notes infrapaginales? Avec l'informatique, les notes coûtent à peu près le même prix quel qu'en soit l'emplacement. Quel travail d'aller chercher presque à chaque page les notes à la fin du livre! Cette double lecture est pourtant essentielle. Sans elle, je n'aurais pas aperçu que l'œuvre repose en partie sur plusieurs thèses manuscrites ou sur la consultation

des archives du Vatican. Généralement brèves, les notes n'auraient pas déparé les bas de pages. Comme chaque tome a été financé par les organismes d'aide à l'édition savante, j'estime que ceux-ci seraient en droit d'exiger les pratiques courantes dans ce genre d'édition. J'ajouterai une deuxième remarque ou requête aussi bien aux éditeurs qu'aux organismes subventionnaires. Pourquoi ne pas adopter, pour des livres de ce format, la vénérable pratique anglo-américaine de l'index analytique? Je ne parle pas d'un instrument bricolé à la hâte et sans enthousiasme par les auteurs eux-mêmes (je n'oublie pas que mon éditeur de langue anglaise m'a imposé la corvée de l'index en plein début de septembre!); ce que je souhaite, c'est un travail professionnel confié à des spécialistes. Je me suis amusé à tester la valeur de l'index onomastique Sylvain-Voisine. Surprises! Alessandro Gavazzi dont on parle à la page 113, ne fait l'objet d'un renvoi qu'à la page 119. L'historien René Hardy fait l'objet d'un renvoi aux pages 26 et 196, pourquoi pas aux pages 194, 288, 307? On pourrait multiplier les exemples de cette indiscipline «latine».

Serge GAGNON

*Centre d'études québécoises,
Université du Québec à Trois-Rivières.*

Gregory BAUM, *The Church in Quebec*, Ottawa, Novalis, 1991, 184 p.

Lorsqu'on remettra au programme des cours sur la société québécoise contemporaine le thème de l'Église catholique, la Belle (ou la Bête) endormie dans le discours des sciences humaines depuis la fin des années soixante, on aura la surprise de constater la relative maigreur de la liste des études savantes portant sur notre espace ecclésial contemporain. Aussi faut-il signaler et saluer la publication d'un recueil de textes écrits par Gregory Baum. Ils traitent d'un certain nombre d'aspects négligés de la vie publique du christianisme d'ici et les soumettent à une interprétation «du dehors» à la fois sympathique, engagée et critique.

L'auteur est un universitaire qui a travaillé à Toronto pour la plus grande partie de sa carrière de théologien spécialiste en ecclésiologie et en œcuménisme. Il s'est acquis une réputation internationale de penseur progressiste. Très engagé politiquement, associé au groupe *Waffle* du N.P.D., sensible à la cause québécoise au sein de l'intelligentsia anglophone, se mouvant à l'aise dans de la francophonie montréalaise, Baum enseigne depuis quelques années au Département des sciences religieuses de l'Université McGill et considère son nouvel environnement québécois comme un privilège et une aventure. Voici donc un théologien réformateur, doté d'une bonne culture sociologique, qui se passionne pour l'aventure sociale, politique et religieuse du Québec contemporain, qui ne renie jamais son enracinement à gauche, et qui nous livre des études rassemblées au profit de lecteurs anglophones. On admettra d'emblée l'intérêt d'un pareil point de vue tout à fait singulier.

Les questions de fonds qui traversent les sept chapitres assez discontinus de ce recueil gravitent autour des questions de la sécularisation, de la modernisation, de la démocratisa-